



« LA RUSE ET LA FORCE AU CŒUR DES RELATIONS INTERNATIONALES CONTEMPORAINES »

INTERVIEW EXCLUSIVE DE JEAN VINCENT HOLEINDRE pour GEOPOWEB

mercredi 22 décembre 2021, par [HOLEINDRE](#)

Tristan et Yseult : « **Démésure n'est pas prouesse** ». Une phrase à la résonance forte dans le contexte géopolitique actuel. On lira les analyses de Jean Vincent Holeindre (1) avec le regard décalé et large du philosophe, qui lie les dimensions militaire, politique et sociétale de la guerre. L'extension du domaine de la lutte, de la guerre, la privatisation de certains outils, s'incarnent dans de nombreux exemples. Dans la compétition actuelle des puissances, la stratégie historique des démocraties les fragilisent au niveau interne et externe. La question des valeurs est posée, dans un monde où les puissances autoritaires affichent (au moins en apparence) plus de cohésion. On lira l'interview de J.V. Holeindre « en miroir » avec celle de Bertrand Badie [\[1\]](#). Des positions en partie divergentes mais qui valident la guerre comme **un fait social total**. Un grand merci à Monsieur Holeindre pour la confiance accordée à GeopoWeb.

(1) Docteur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales et agrégé de science politique, J.V Holeindre est professeur de science politique à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas et rattaché au Centre Thucydide. Il coordonne l'axe de recherche « Etudes stratégiques ». « La ruse et la force. Une autre histoire de la stratégie » (Perrin 2017). Sous sa direction : « La démocratie. Entre défis et menaces ». Sciences humaines Editions, octobre 2020

(2) Bertrand Badie est Professeur émérite des Universités à l'Institut d'études politiques de Paris et enseignant-chercheur associé au Centre d'études et de recherches internationales (CERI). « Inter-socialités. Le monde n'est plus géopolitique ». Paris, CNRS éditions, 28 décembre 2020



Le Lion et le Moucheron, Fables de La Fontaine. Dessin de J.J. Grandville, éditions H. Fournier Ainé, 1838

INTERVIEW EXCLUSIVE DE JEAN VINCENT HOLEINDRE

1. GEOPOWEB. La ruse et la force sont au cœur de vos recherches sur la stratégie, comment les définissez-vous ?

Dans le domaine de la stratégie militaire, la ruse et la force ont chacune une double acception : la force constitue une capacité physique et matérielle mais elle représente aussi une vertu qui est associée à cette capacité : ce sont notamment l'honneur et le courage, lesquels caractérisent le bon soldat, à l'image d'Achille, héros de l'Iliade. La ruse a quant à elle un statut moins assuré, comme en témoigne le personnage trouble d'Ulysse, à la fois héros et « anti-héros » apparaissant dans l'Iliade et l'Odyssée.

La ruse d'Ulysse se situe à deux niveaux. À un premier niveau, je la définis comme un procédé tactique combinant dissimulation et tromperie dans le but de provoquer la surprise chez l'ennemi. L'archétype de la ruse, au sens tactique, c'est l'épisode du Cheval de Troie, lorsque les Grecs font entrer un cheval de bois dans la ville assiégée de Troie en le faisant passer pour une offrande destinée à apaiser la colère des dieux. La nuit venue, les soldats grecs cachés dans l'engin se dispersent dans la ville de Troie et s'en emparent, profitant de l'effet de surprise et de sidération provoqué par le stratagème.

Cela dit, la ruse n'est pas réductible à une action ou à un « coup de main ». A un deuxième niveau, plus « stratégique » en somme, elle renvoie à une forme d'intelligence pratique, la mètis, dont Ulysse est le digne représentant. Ulysse se distingue en effet des autres héros grecs par ses facultés d'adaptation et d'anticipation, qui supposent également une forme de rouerie, de roublardise qui n'est pas toujours prise en bonne part. C'est en ce sens que la ruse est trouble : elle renvoie à la fois à l'intelligence pratique et à la tromperie.

2. GPW. Même si la ruse et la force ne sont pas séparables, pourriez vous évoquer 2 ou 3 exemples de conflits contemporains qui ont donné « une prime à la ruse » ?

Si l'on considère que l'histoire contemporaine commence à la fin du XVIII^e siècle environ, alors l'exemple le plus célèbre, dans l'aire occidentale, est sans doute **l'opération Fortitude**, durant la 2^e guerre mondiale, qui a permis aux Alliés d'intoxiquer l'état-major allemand sur le lieu véritable du Débarquement en 1944. Les Alliés, en l'espèce les Britanniques, ont réussi à tromper Hitler, en lui faisant croire que l'opération Overlord aurait lieu dans le Pas-de-Calais et non en Normandie. Cet épisode célèbre de l'histoire a donné lieu à de nombreux livres, films, pièces de théâtre.

Beaucoup d'autres exemples empruntés à l'histoire pourraient être donnés tant le passé militaire est fertile en stratagèmes. Mais au fond, ce n'est pas le plus intéressant. En effet, la place réservée à la ruse dans la guerre dépend surtout du type d'affrontement à l'œuvre. Par exemple, dans un conflit asymétrique opposant un faible et un fort, le premier est incité à la ruse, qui est par excellence l'arme du faible, tandis que le second a tendance à penser qu'il n'en pas besoin car elle serait réservée aux faibles.

Cela rejoint la théorie des élites de Pareto, inspirée de Machiavel : les élites montantes sont composées de « renards » qui plébiscitent la ruse pour compenser leur déficit de force tandis que les élites en place sont des lions estimant que la force suffit pour se défendre. Ces derniers se retrouvent alors surpris par la ruse de leurs concurrents « renards ».

Ce qu'on observe aujourd'hui dans les « nouveaux » conflits, c'est précisément une prime aux puissances montantes et aux acteurs « faibles », davantage d'ailleurs qu'une prime à la ruse. Cette dernière n'est qu'un symptôme de cette configuration asymétrique où le faible l'emporte en mettant le fort en échec, pour l'inciter ensuite à se retirer comme on l'a vu en Afghanistan. La ruse peut constituer à cet égard un levier dont le faible use pour arriver à ses fins. Mais il s'agit moins pour le faible d'obtenir la victoire que de provoquer la défaite du fort.

3. GPW. Qui est l'ennemi aujourd'hui ? Peut-on le nommer ? Comment s'y retrouver dans le vocabulaire de la menace (ennemi étatique, risques, menaces, adversaire potentiel etc...) ?

C'est précisément le nœud du problème. Il existe certes des ennemis étatiques clairement identifiables. Par exemple les Etats-Unis identifient aujourd'hui la Chine comme un ennemi potentiel et souvent réel. Mais les acteurs non-étatiques, comme les groupes djihadistes, sont entrés durablement dans le jeu et s'ajoutent à l'équation. Daech ou Al Qaeda peuvent représenter un ennemi au sens politique du terme, non pas seulement un **inimicus**, mais un **hostis**, pour reprendre la distinction latine exposée par Carl Schmitt. La période actuelle, sur le plan stratégique, est ainsi caractérisée par une **extension du domaine de la lutte**, à deux niveaux : **élargissement du champ de bataille aux domaines civils** (terrorisme urbain) et **non-cinétiques** (le cyber par exemple, ou encore l'intelligence artificielle) ; élargissement de l'ennemi aux figures non étatiques, groupes armés mais aussi individus (qui ne sont pas pour autant des « loups solitaires », dans la mesure où l'engagement dans la violence tient pour beaucoup aux différentes formes de socialisation).

Ces deux élargissements sont étroitement liés car la capacité de nuisance des groupes non étatiques et des individus tient pour une part à la baisse du coût d'entrée dans la violence et au développement des formes non conventionnelles de la guerre. Les groupes armés non étatiques ne peuvent rivaliser avec les armées occidentales dans un affrontement classique, mais ils peuvent atteindre les populations civiles ou utiliser l'outil numérique pour déstabiliser les systèmes d'information des plus grands Etats. Ces outils sont désormais à la portée du plus grand nombre, ce qui fait peser une menace forte sur les sociétés démocratiques qui ont fait des libertés le socle de la vie commune.

4. GPW. Quelles sont les grandes différences de culture stratégique entre les trois grands (Russie, Chine, Etats-Unis) ?

Cette notion de culture doit être maniée avec prudence. En effet, elle ne renvoie pas à des essences mais à des pratiques, des « arts de faire », pour employer la belle expression de Michel de Certeau. Or, j'ai essayé de montrer dans **La ruse et la force** que la dialectique ruse/force est présente dans toutes les « cultures » stratégiques. Certains historiens, comme Victor Davis Hanson, ont tenté de montrer que le « modèle occidental de la guerre » abhorre la ruse tandis que celui des « Orientaux » le plébisciterait. Toutefois, cette opposition schématique est une forme d'orientalisme né dans le monde occidental, c'est un récit qui consiste à « construire » une certaine image de l'ennemi non-occidental.

Cela étant, par rapport aux Etats-Unis, la Russie et la Chine ont sans doute une pratique plus intense et systématique de la ruse, comme en témoigne la littérature stratégique et l'histoire militaire de ces Etats. Cela tient à des facteurs militaires, mais aussi, sans doute, à une dimension politique et morale. La démocratie américaine, comme beaucoup de démocraties, a une vision essentiellement négative de la ruse sur le plan politique et moral - elle est assimilée à la tromperie et au mensonge. Cela peut conduire à son cantonnement au niveau de la tactique militaire, ainsi que le recommande Clausewitz.

En revanche, les Russes et les Chinois pensent d'emblée la ruse à un niveau stratégique et, de manière générale, voient la guerre non seulement comme un outil militaire au service du politique, mais aussi comme un aspect essentiel de la vie politique. Il y a une forme de continuum entre guerre et politique dans les pensées stratégiques russe et chinoise, tandis que les Américains, en libéraux, entretiennent soigneusement la séparation entre guerre et politique, comme entre public et privé.

5. GPW. Après le terme malheureux de « mondialisation heureuse », on évoque aujourd'hui la multiplicité des guerres (guerres invisibles, économique, contre le terrorisme, juridiques avec l'extraterritorialité etc...). La surcharge de vocabulaire guerrier n'est-elle pas une erreur ?

Vous avez raison de souligner le danger que représente le fait de voir ou de désigner la guerre partout. Dire que la guerre est partout, c'est prendre le risque de ne la voir nulle part. Pour autant, l'extension du domaine de la guerre est une réalité qu'il serait difficile de nier au nom d'une orthodoxie stratégique qui n'est plus de mise. La guerre ne se résume plus à un face-à-face entre deux armées (si tant est qu'elle ait déjà ressemblé à cela !) et, quoi qu'il en soit, on aurait tort de négliger cette configuration binaire dans nos planifications stratégiques. Les états-majors en sont les premiers convaincus, qui étendent le périmètre de l'armée de l'air à l'espace ou encore créent un commandement cyber, tout en se préparant aux combats de haute intensité. Pour autant, l'usage du mot « guerre », sur le plan politique, doit être fait avec parcimonie, faute de quoi il perdra peu à peu de sa portée et de son sens, qui est d'abord militaire.

6. GPW. Faut-il parler d'un « retour de la menace » ou la guerre est-elle un éternel anthropologique ?

Les expressions comme « retour de la menace », « retour de la guerre », « nouvelles menaces » ne me semblent pas opportunes : elles incitent l'interprète à souligner les changements et à négliger les permanences, à voir des ruptures et des révolutions là où il n'y a que des évolutions, dont il faut précisément analyser la complexité. En retour, dire que la guerre est un éternel anthropologique n'est pas plus satisfaisant car cela revient à dire avec fatalisme : « rien de nouveau sous le soleil », ce qui constitue une autre forme de paresse intellectuelle.

Ainsi, penser la guerre suppose d'écarter aussi bien les postures fatalistes que les réflexes présentistes. La guerre n'est pas plus inéluctable que tout autre phénomène humain. L'espèce humaine n'est pas condamnée à la violence guerrière. La paix constitue un horizon anthropologique tout aussi robuste. Du reste, dans l'histoire et sur le plan politique, paix et guerre peuvent difficilement être pensées séparément.

De manière générale, une bonne méthode me semble être de « banaliser » l'étude de la guerre, de l'envisager comme toute autre forme d'action humaine. La guerre est un fait extraordinaire qu'on peut penser de manière ordinaire, avec les outils usuels des sciences humaines et sociales.

7. GPW. Etes vous d'accord avec la loi des rendements décroissants de la puissance et donc de la force ? (selon B. Badie) ?

Bertrand Badie touche juste lorsqu'il parle d'impuissance de la puissance, expression qu'on peut rapprocher de celle de Hegel, « l'impuissance de la victoire ». Au fond, l'outil militaire n'est qu'un outil et ne constitue pas une fin en soi. Clausewitz ne dit pas autre chose dans son traité **De la guerre**. Une tendance de l'interventionnisme contemporain est de penser que la puissance militaire suffit à façonner une situation politique et à pacifier la vie sociale. Or, victoire militaire, succès politique et pacification sociale sont déconnectés. Les Etats-Unis et leurs alliés, sur le plan militaire, n'ont pas perdu la guerre en Afghanistan, mais l'intervention n'a pas permis d'empêcher, sur le plan politique, le retour des Talibans au moment où les puissances occidentales ont décidé de se retirer. En ce sens, c'est bien une défaite politique, au niveau des perceptions au moins.

Pour revenir à la dialectique ruse/force, Machiavel dit bien que c'est la ruse qui transforme la force en puissance. La force ne constitue pas en tant que telle une puissance. Or, la ruse est peut-être ce qui manque aujourd'hui aux stratégies contemporaines. Non pas au sens tactique, qui est pleinement maîtrisé par les armées, mais au sens stratégique, et donc politique, de la mètis grecque, fondée sur l'anticipation et l'adaptation. Les puissances occidentales ont beaucoup de difficulté à anticiper, à voir loin, et à s'adapter, c'est-à-dire à sortir d'un certain confort intellectuel pour penser hors du cadre établi.

8. GPW. La démocratie pacifiée peut-elle penser la guerre ?

Je ne sais pas si nos démocraties sont si pacifiées que cela. Dans l'ordre interne, les crises récentes, comme celle créée par le mouvement des Gilets jaunes, montrent bien que le pacte social, en démocratie, reste fragile. Dans l'ordre international, les démocraties occidentales sont menacées par des pays pour qui l'idéal démocratique ne constitue pas une référence (Russie, Chine notamment). Un des éléments du positionnement de la Russie dans les relations internationales, c'est justement de critiquer les principes et valeurs démocratiques, jugés inadaptés face au regain des compétitions de puissance. De plus en plus d'acteurs et d'observateurs, au sein des démocraties, semblent se rallier, tacitement ou explicitement, à cette conviction soi-disant « réaliste ».

Nous sommes du reste confrontés à ce paradoxe : d'un côté, à travers le monde, la demande d'émancipation n'a jamais été aussi forte, comme en témoignent par exemple les soulèvements récents à Hong Kong, mais de l'autre côté, l'autoritarisme et le « populisme » n'ont jamais eu autant le vent en poupe, y compris dans les pays comme le nôtre qui doutent à présent de la pérennité voire de la légitimité du système démocratique.

Dans ce contexte, Raymond Aron est toujours un bon guide : face à la montée des totalitarismes dans les années 30, Aron estimait que les démocraties devaient être plus « robustes » et capables de se défendre militairement et politiquement. Le pacifisme, à cet égard, est une position aussi rassurante sur le plan moral qu'inconséquente sur le plan politique. Hier comme aujourd'hui, l'effort en matière de défense nationale ne constitue pas un obstacle à la démocratie, mais au contraire la garantie de notre souveraineté et donc de notre liberté. Politiquement, cela implique aussi de ne rien céder sur le plan des principes et des valeurs. Le djihadisme veut nous diviser et nous inciter à renoncer à nos libertés. Face à la menace, il convient au contraire de les protéger comme un trésor. Je partage les inquiétudes de François Sureau quant à la réduction de nos libertés à peau de chagrin. Rien ne saurait limiter, par exemple, le droit de manifester, pas même une soi-disant mise en cause de notre « sécurité ».

9. GPW. « Penser la guerre », n'est-ce pas réintroduire une dimension de souveraineté et donc remettre en question au moins en partie le tout-libéral ?

Au contraire. La souveraineté, que permet la puissance politique et militaire, constitue le principal garant de notre liberté. C'est la leçon de Hobbes dans le **Leviathan**. À l'état de nature, les humains sont égaux mais ils s'affrontent et parfois s'entretuent. Constitués en société, organisés autour d'un pouvoir souverain et d'une armée capable de se défendre, les humains gagnent sur le plan politique ce qu'ils « perdent » sur le plan anthropologique. Ils sortent de la guerre civile pour construire la paix sociale et projeter la guerre à l'extérieur de la cité. En ce sens, la liberté « nue », hors du politique et du social, n'existe pas.

10. GPW. B. Badie et vous même étudiez les relations internationales à travers des faits sociaux totaux (M. Mauss et E. Durkheim) : inter-socialité et guerre. Quelle est leur part respective ?

Telle que je l'interprète, la pensée de Badie s'appuie sur une idée centrale : le schéma hobbesien de l'état de nature comme état de guerre est dépassé par le principe d'intégration sociale cher au sociologue Emile Durkheim. Les relations internationales ne sont plus pensées comme un rapport de force qu'il serait impossible de dépasser, mais comme une vaste entreprise d'inclusion des acteurs dans toute leur diversité : non seulement les petits Etats dominés par les grandes puissances (lesquelles s'accaparent le pouvoir au sein d'une diplomatie multilatérale dite « de club ») mais aussi les acteurs transnationaux jusque-là

exclus du jeu international (les ONG notamment). Cette vision normative est puissante et a le mérite de la cohérence. Elle permet notamment de penser la guerre comme un fait social total et pas seulement comme un instrument au service des États. Elle redonne aussi ses lettres de noblesse au multilatéralisme qui fait aujourd'hui l'objet d'attaques très vives par les puissances russes ou chinoises au nom d'une **realpolitik** supposément plus efficace.

Pour ma part, je vois la guerre comme un prisme ou une caisse de résonance des reconfigurations politiques : je ne suis pas certain comme Badie que le schéma hobbesien soit voué à disparaître, mais je suis d'accord avec l'idée qu'on peut domestiquer l'anarchie internationale et limiter les effets néfastes du choc des puissances. Le multilatéralisme constitue à ce titre un levier majeur, mais non le seul. Les États n'ont pas dit leur dernier mot.

11. GPW. Vous affirmez que l'étude des relations internationales (rapport de force internationaux, de pouvoir etc..), c'est la victoire de Machiavel qui « politise la guerre et bellicise la politique » ? (p. 223 op cit.). Figure de style ou rupture historique ?

Ce n'est pas une figure de style ! Plus sérieusement, il ne faut pas surestimer les ruptures historiques et imaginer qu'elles sont assignables à un seul auteur, aussi marquant soit-il. Mais il ne faut pas non plus faire comme si les changements et les évolutions n'existaient pas. Machiavel est un auteur emblématique de la modernité politique qui déplace le curseur des relations entre guerre et politique. La pensée politique ancienne, grecque et romaine, dont s'inspire Machiavel, établit une séparation stricte entre l'ordre interne et l'ordre externe. Depuis Platon et Aristote, elle est mue par la quête du meilleur régime, et fait de l'ordre interne une priorité sur l'ordre externe.

Machiavel opère un renversement, en faisant des menaces externes un élément décisif de la constitution de la communauté politique. Machiavel ne se préoccupe pas d'identifier et d'exposer le meilleur régime, car pour lui cette question n'a plus lieu d'être. En revanche, il estime que l'art de la guerre constitue le savoir-faire essentiel à celui qui gouverne. Protéger l'intégrité de la cité : telle est la mission essentielle du politique. Au pessimisme anthropologique de Machiavel correspond une exigence politique, mais aussi une forme de modestie consistant à écarter l'hypothèse d'un régime idéal, et même d'un monde idéal.

12. GPW. En définitive, les hommes font-ils l'histoire ou bien est-ce l'inverse ?

Les hommes font l'histoire au sens où ils sont les principaux auteurs du récit du monde en train de s'écrire. C'est une œuvre collective et quelque peu cacophonique. A l'heure où les théories du complot fleurissent, il convient de le rappeler : le monde n'est pas dirigé par le petit nombre des maîtres qui seraient cachés en coulisses et tireraient les cordes à l'insu du plus grand nombre. La crise sanitaire a fait grossir les rangs des complottistes qui voient dans notre situation la volonté de quelques-uns de faire du mal et d'en tirer profit. Il n'est pas douteux que certains acteurs politiques ou économiques « profitent » de la crise tandis que d'autres en sont les victimes, mais cela n'a rien de spécifique ou de nouveau. Le récit complottiste permet de trouver un coupable, de pénaliser une situation, là il n'y a que des acteurs gagnants et perdants indépendamment de la volonté des uns et des autres. C'est bien là le point essentiel : la crise sanitaire n'a fait qu'amplifier les fractures et les clivages qui existaient déjà, entre le Nord et le Sud notamment. Elle n'a pas bouleversé les équilibres, mais a accéléré les inégalités et amplifié le sentiment d'injustice.

Jean Vincent Holeindre, le 1er septembre 2021

Notes

[1] <https://geopoweb.fr/?L-INTER-SOCIALITE-AU-COEUR-DES-DYNAMIQUES-ACTUELLES-DES-RELATIONS>